



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mardi 19 mars 2019 — N° 21**

*Treize heures quarante*

Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis

---



Partie 1

**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Le geste héroïque de madame Tremblay, enseignante à l'école primaire de la Pulperie de Chicoutimi.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner le 15<sup>e</sup> anniversaire de l'Association pour la protection du boisé Sainte-Dorothée.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *Semaine québécoise de la déficience intellectuelle, l'impact de quatre organismes de Borduas.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *Nouvelle offre de services du Centre social d'aide aux immigrants à L'Île-des-Sœurs.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Roland Boutet, 50 ans d'implication dans sa communauté.*
- La députée de Duplessis sur le sujet suivant : *Hommage à monsieur Helder Duarte.*
- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *Victor Dallaire, le plus grand sculpteur au monde.*
- La députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue sur le sujet suivant : *Souligner l'embauche d'un travailleur de rang pour la santé mentale des agriculteurs au Témiscamingue.*
- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Hommage à M. Claude Joly pour 33 ans de bénévolat.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Les festivités de la Saint-Patrick à Soulanges.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 2  
Loi resserrant l'encadrement du cannabis  
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jacques-Cartier le **28 février 2019**
  
- 2) Projet de loi n° 5  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans  
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
  
- 3) Projet de loi n° 6  
Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale  
Présenté par la ministre de la Justice le **13 février 2019**

- 4) Projet de loi n° 7  
Loi concernant certaines conditions de travail applicables aux cadres du réseau de la santé et des services sociaux  
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **26 février 2019**
- 5) Projet de loi n° 9  
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes  
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **7 février 2019**
- 6) Projet de loi n° 10  
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **12 février 2019**
- 7) Projet de loi n° 11  
Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts  
Présenté par le ministre des Finances le **26 février 2019**
- 8) Projet de loi n° 12  
Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées  
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **21 février 2019**
- 9) Projet de loi n° 13  
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le **26 février 2019**

*Étude détaillée en commission*

**10) Projet de loi n° 1**

Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 29 novembre 2018

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 20 février 2019

Principe adopté le **28 février 2019**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

**11) Projet de loi n° 3**

Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire

Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019

Principe adopté le **13 février 2019**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

**12) Projet de loi n° 8**

Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 6 février 2019

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 26 février 2019

Principe adopté le **27 février 2019**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

**13) Projet de loi n° 190**

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

**14) Projet de loi n° 191**

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

**15) Projet de loi n° 192**

Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction

Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

**16) Projet de loi n° 193**

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse

Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

**17) Projet de loi n° 194**

Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques

Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**



## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

### Partie 3

#### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

### Partie 4

#### **TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

#### **Mandat réglementaire**

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale (mandat confié le 19 février 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 13 février 2019).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 28 février 2019).
- **Projet de loi n° 8**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière (mandat confié le 27 février 2019).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie sur le sujet suivant : *L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de relations internationales et de francophonie* (avis donné le 28 février 2019).

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 9**, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes (mandat confié le 19 février 2019).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 24) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**  
À la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation

La municipalité de Lac-au-Saumon est en processus d’un projet permanent d’approvisionnement en eau souterraine, évalué entre 6 et 7 millions de dollars. La principale source d’eau de la municipalité est le lac Angus. Par contre, les sécheresses de la dernière période estivale amènent le niveau d’eau sous la normale des valves du réservoir. Ne pouvant plus répondre à l’ensemble des besoins des citoyens et de la municipalité, la mairie utilise comme source d’eau temporaire le lac au Saumon avec une pompe temporaire pour s’approvisionner lors de la période hivernale. L’installation d’une pompe temporaire est au coût d’environ 250 000 \$. La municipalité de Lac-au-Saumon a déposé une demande d’aide financière au ministère de la Sécurité publique, mais le dépôt a été immédiatement refusé ne correspondant pas à la définition d’un « sinistre » ou d’une « crise climatique » dans les programmes en place. De ce fait, cette petite collectivité de 1406 habitants doit éponger seule les coûts.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation peut envisager un sous-volet au volet 1 (Infrastructures d’eau) dans le Programme d’infrastructures municipales d’eau pour inclure un fonds d’urgence pendant la transition d’infrastructures d’eau?

- 25) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**  
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Camp musical du lac Matapédia est un camp d’été permettant aux jeunes de 7 à 17 ans, avec ou sans expérience, d’avoir une formation intensive en musique, danse, théâtre sur le bord du lac Matapédia à Sayabec. Connaissant un franc succès avec des jeunes de partout au Québec, le Camp musical doit maintenant gérer une croissance exponentielle.

D'une part, le Camp musical du lac Matapédia doit composer avec une iniquité dans le sous-financement de ses activités en comparaison d'autres camps musicaux au Québec. En 2016-2017, l'organisation reçoit 15 700 \$ comparativement à 55 800 \$ pour le Camp musical Saint-Alexandre, situé dans l'ouest du Bas-Saint-Laurent. En 2017-2018, le Camp musical du lac Matapédia conserve le même montant, alors que le Camp musical Saint-Alexandre obtient une aide supplémentaire de 34 326 \$ atteignant une aide financière de 90 126 \$. Par contre, l'aide supplémentaire ne doit pas être récurrente, mais le Camp musical Saint-Alexandre reçoit tout de même une aide financière de 91 528 \$ en 2018-2019. Pour la même période, le Camp musical du lac Matapédia reçoit une légère augmentation atteignant 26 316 \$.

D'autre part, le Camp musical du lac Matapédia doit créer et rénover des infrastructures maintenant vétustes pour maintenir ses activités. Par exemple, le camp ne possède pas d'infrastructure en eau potable ou de fosse septique. De plus, le manque de locaux amène les jeunes à devoir pratiquer dans des abris-moustiquaires beau temps mauvais temps. Ainsi, le sous-financement ne permet pas de rattraper la détérioration des infrastructures.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre de la Culture et des Communications s'engage à se pencher sur la question de l'iniquité dans les aides financières à l'attention des camps musicaux?
- Est-ce envisageable de créer une aide financière dans le programme Aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art pour inclure un investissement lié aux infrastructures?

26) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**  
Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

La Berce sphondyle est une plante exotique envahissante dans la vallée de La Matapédia. La sève contient des toxines combinées à la lumière causant des dermatites sévères et douloureuses au deuxième degré lors d'un contact. Le délai des symptômes peut être de 24h à 48h après le contact. Puis, l'inflammation peut durer de 3 à 5 jours et les cicatrices peuvent subsister environ 6 ans. Ressemblant à la Berce laineuse et la Berce du Caucase, la Berce sphondyle prend de plus en plus la place des espèces indigènes et occasionne une perte de biodiversité tant dans un milieu naturel que urbain.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques possède le Programme pour la lutte contre les plantes exotiques envahissantes pour offrir une aide financière aux initiatives visant à réduire les menaces et les impacts des plantes exotiques envahissantes sur la biodiversité et les milieux naturels au Québec. Par contre, le plan de lutte n'envisage pas d'autres milieux et comprend que trois espèces envahissantes : Phragmite, Berce du Caucase et Renouée du Japon.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques peut ajouter une extension au plan de lutte pour intégrer d'autres plantes envahissantes?
- Est-ce que le Programme pour la lutte contre les plantes exotiques envahissantes peut inclure les milieux urbains puisqu'il s'agit également d'un cas de santé publique?

27) M. Gaudreault (Jonquière) – **19 mars 2019**  
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Les allergies alimentaires sont en augmentation. Au Québec, 8 % des enfants sont aux prises avec des allergies alimentaires. Dans les écoles, où ces enfants prennent au moins un repas par jour, il n'existe actuellement au Québec aucun cadre légal permettant une standardisation des mesures de prévention et de traitement des réactions allergiques sévères. Le Québec est la seule province du Canada où aucun cadre légal n'existe pour la standardisation des mesures d'accueil des enfants allergiques et la prévention des réactions graves.

Le 14 juin dernier, la députée sortante d'Hochelaga-Maisonneuve, Carole Poirier, a déposé le projet de loi n° 1197 visant à obliger les établissements d'enseignement à adopter des pratiques de gestion des allergies.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-il dans votre intention de soutenir le dépôt et l'adoption d'un tel projet de loi dans durant la session parlementaire en cours?
- Quelles actions avez-vous l'intention d'entreprendre dans les prochains mois afin d'assurer la standardisation des mesures d'accueil des enfants allergiques ainsi que pour la prévention des réactions graves?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**a) 5 février 2019**

Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi –  
*députée d'Abitibi-Ouest.*

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

**aa)** Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile –  
*ministre des Transports.*